



1<sup>er</sup> réseau national

**CABINET DIAGNOSTICS DE WOLF**  
61 RESIDENCE LES CHARMES  
62810 AVESNES LE COMTE  
**Tél. : 03 21 55 24 33** – Fax :  
Mobile : 06 76 73 62 40 – m.dewolf@orange.fr

# DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

## Dossier N° 2017-05-0174

Articles L1334-12-1, R1334-14, R1334-17, R1334-18, R1334-20, R1334-21,  
R1334-23 à R1334-29-3, R1334-29-5 et R1334-29-7 du Code de la Santé Publique  
Arrêtés du 12/12/2012 et 21/12/2012



### Adresse de l'immeuble

1 place de la liberté  
Bureaux & sous-sol  
59100 ROUBAIX

[www.agendadiagnostics.fr](http://www.agendadiagnostics.fr)



# SOMMAIRE

## FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

- Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA
- Rapports de repérage
- Liste des locaux ayant donné lieu au repérage
- Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante
- Évaluations périodiques
- Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires
- Recommandations générales de sécurité
- Plans et croquis

## MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES

- Programme de repérage
- États de conservation des matériaux et produits
- Fiche matériau ou produit n° 730
- Fiche matériau ou produit n° 731

## ANNEXES

- Communication du DTA
- Extraits réglementaires



FICHE RECAPITULATIVE DU  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)  
Dossier N° 2017-05-0174

Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti. La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l’amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l’occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l’amiante.

Date de création	Date de mise à jour	Date de mise à jour	Date de mise à jour
31/05/2017			
Date de mise à jour	Date de mise à jour	Date de mise à jour	Date de mise à jour

Identification de l’immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Propriétaire	Établissement
BANQUE DE FRANCE CDE 1700937 19-2207 SGAI 75049 PARIS CEDEX 01	1 place de la liberté Bureaux & sous-sol 59100 ROUBAIX
Date du permis de construire ou année de construction : Non communiquée	
Nature de l’immeuble / Étendue de la prestation : Immeuble Bâti / Parties Privatives	

Détenteur du DTA	Modalités de consultation du DTA
Nom : Fonction : Service : Adresse : Téléphone :	Lieu <sup>(1)</sup> : Horaires : Contact <sup>(2)</sup> :

(1) Dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé

(2) Si différent du détenteur du dossier

Rapports de repérage

N° du rapport	Date du rapport	Société & Opérateur de repérage	Objet du repérage
2017-05-0174	31/05/2017	CABINET DIAGNOSTICS DE WOLF 61 RESIDENCE LES CHARMES 62810 AVESNES LE COMTE	Repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante

Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	N° du rapport	Liste des locaux visités <sup>(1)</sup>	Liste des locaux non visités <sup>(2)</sup>
Repérage des matériaux de la Liste A au titre de l’article R1334-20 du Code de la Santé	2017-05-0174	<u>Immeuble Tertiaire</u> – Rez de chaussée : Entrée 1, Sas, Poste de sécurité, Cuisine, Douche, WC, Hall,	Immeuble Tertiaire Sous sol WC 4 bis non accessible (PORTE FERMEE)



Liste des différents repérages	N° du rapport	Liste des locaux visités <sup>(1)</sup>	Liste des locaux non visités <sup>(2)</sup>
Publique :		Pt Bureau 1, Pt Bureau 2, Bureau 1, Espace bureaux, Courrier, Bureau à gauche, Salle de pause, Bureau 2, Bureau 3, Guichet, Cellule, Dégagement, Antichambre 1, Antichambre 2, Bureau Directeur, Salle du Conseil, Couloir, Lavabos, WC 2, Bureau 4, Couloir 2, Bureau 5, Bureau 6, Dégagement 2, Zone de réception, Sas 1, G.V. Billets, Sas 2, Dégagement 3, Remise, Atelier monnaie, Tri Billets 1, Tri Billets 2, Tri Billets 3, Tri Billets 4, Entrée 2, Local technique, Dégagement 4, Lavabos 2, WC 3, Local Hunkeler ; <b>1er étage</b> : Escalier, Mezzanine, Salle Artec, Salle Geode, Palier, Gite d'étape ; <b>Sous sol</b> : Escalier, Dégagement, Vestiaires F, Lavabos D., WC 1, WC 2, WC 3, WC 4, Vestiaires H., Lavabos H., WC 1 bis, WC 2 bis, WC 3 bis, WC 4 bis non accessible, Archives, Archives 2, Archives 3, Archives 4, Archives 5, Pièce à gauche, Cave, Cave 2, Cave Directeur, Cave 3, Dégagement 2, Cave 4, Cave à gauche, Cave à droite, Sas, Chaufferie, Escalier 2, Dégagement 3, Local entretien, Avant-Serre, Serre-monnaie 1, Serre-monnaie 2, Escalier principal, Local informatique, Local Fumeurs, Lavabos F., WC 5, WC 6, Lavabos H. 2, WC 7, WC 8, Caisse auxiliaire, Pièce à droite, Serre fonctionnelle, Serre bis, Serre de Réserve, Espace service, Escalier 3, Cave 5, Tunnel, Cave 6, Couloir, WC 9, Climatisation ; <b>Extérieur</b> : Façade, Toiture	
Repérage des matériaux de la Liste B au titre de l'article R1334-21 du Code de la Santé Publique :	2017-05-0174	<b>Immeuble Tertiaire – Rez de chaussée</b> : Entrée 1, Sas, Poste de sécurité, Cuisine, Douche, WC, Hall, Pt Bureau 1, Pt Bureau 2, Bureau 1, Espace bureaux, Courrier, Bureau à gauche, Salle de pause, Bureau 2, Bureau 3, Guichet, Cellule, Dégagement, Antichambre 1, Antichambre 2, Bureau Directeur, Salle du Conseil, Couloir, Lavabos, WC 2, Bureau 4, Couloir 2, Bureau 5, Bureau 6, Dégagement 2, Zone de réception, Sas 1, G.V. Billets, Sas 2, Dégagement 3, Remise, Atelier monnaie, Tri Billets 1, Tri Billets 2, Tri Billets 3, Tri Billets 4, Entrée 2, Local technique, Dégagement 4, Lavabos 2, WC 3, Local Hunkeler ; <b>1er étage</b> : Escalier, Mezzanine,	Immeuble Tertiaire Sous sol WC 4 bis non accessible (PORTE FERMEE)



Liste des différents repérages	N° du rapport	Liste des locaux visités <sup>(1)</sup>	Liste des locaux non visités <sup>(2)</sup>
		Salle Artec, Salle Geode, Palier, Gite d'étape ; <b>Sous sol</b> : Escalier, Dégagement, Vestiaires F, Lavabos D., WC 1, WC 2, WC 3, WC 4, Vestiaires H., Lavabos H., WC 1 bis, WC 2 bis, WC 3 bis, WC 4 bis non accessible, Archives, Archives 2, Archives 3, Archives 4, Archives 5, Pièce à gauche, Cave, Cave 2, Cave Directeur, Cave 3, Dégagement 2, Cave 4, Cave à gauche, Cave à droite, Sas, Chaufferie, Escalier 2, Dégagement 3, Local entretien, Avant-Serre, Serre-monnaie 1, Serre-monnaie 2, Escalier principal, Local informatique, Local Fumeurs, Lavabos F., WC 5, WC 6, Lavabos H. 2, WC 7, WC 8, Caisse auxiliaire, Pièce à droite, Serre fonctionnelle, Serre bis, Serre de Réserve, Espace service, Escalier 3, Cave 5, Tunnel, Cave 6, Couloir, WC 9, Climatisation ; <b>Extérieur</b> : Façade, Toiture	
Autres repérages (préciser) :			

- (1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités : les locaux non visités doivent donner lieu à une prochaine visite.
- (2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (ex : locaux inaccessibles, clefs absentes ...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

## Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante

### Matériaux et produits de la Liste A de l'Annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Type de repérage	Localisation	Matériau ou produit		État de con-servation <sup>(1)</sup>	Mesures obligatoires
			N°	Libellé		
12/04/2017	À intégrer au DTA	Immeuble Tertiaire Sous sol Dégagement 2	730	Calorifugeages	1	EVP
12/04/2017	À intégrer au DTA	Immeuble Tertiaire Sous sol Cave à droite	731	Calorifugeages	1	EVP

- (1) 1 : Bon état de conservation => EVP                      2 : État intermédiaire de dégradation => SNE                      3 : Matériaux dégradés => TCR
- EVP : Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
- SNE : Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
- TCR : Travaux de confinement ou retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

### Matériaux et produits de la Liste B de l'Annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Type de repérage	Localisation	Matériau ou produit		État de con-servation	Mesures préconisées
			N°	Libellé		

- EP : Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)
- AC1 : Action corrective de 1<sup>er</sup> niveau (arrêté du 12/12/2012)
- AC2 : Action corrective de 2<sup>nd</sup> niveau (arrêté du 12/12/2012)





## Évaluations périodiques

### Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la Liste A de l’Annexe 13-9 contenant de l’amiante

Date de la visite	Localisation	Matériau ou produit concerné		État de conservation	Mesures d’empoussièrement
		N°	Libellé		

L’évaluation périodique de l’état de conservation est effectuée tous les 3 ans. Pour l’état intermédiaire de dégradation, des mesures d’empoussièrement sont réalisées.

### Évaluation des matériaux et produits de la Liste B de l’Annexe 13-9 contenant de l’amiante

Date de la visite	Localisation	Matériau ou produit concerné		État de conservation	Mesures d’empoussièrement
		N°	Libellé		

## Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

### Matériaux et produits de la Liste A de l’Annexe 13-9 contenant de l’amiante

Localisation	Matériau ou produit		Nature des TMC <sup>(1)</sup>	Date des TMC <sup>(1)</sup>	Entreprises intervenantes	Résultats EVME <sup>(2)</sup>
	N°	Libellé				

- (1) TMC : Travaux ou mesures conservatoires  
(2) EVME : Examen visuel et mesures d’empoussièrement (article R1334-29-3 du Code de la Santé Publique)

### Matériaux et produits de la Liste B de l’Annexe 13-9 contenant de l’amiante

Localisation	Matériau ou produit		Nature des TMC <sup>(1)</sup>	Date des TMC <sup>(1)</sup>	Entreprises intervenantes	Résultats EVME <sup>(2)</sup>
	N°	Libellé				



Localisation	Matériau ou produit		Nature des TMC <sup>(1)</sup>	Date des TMC <sup>(1)</sup>	Entreprises intervenantes	Résultats EVME <sup>(2)</sup>
	N°	Libellé				

- (1) TMC : Travaux ou mesures conservatoires  
(2) EVME : Examen visuel et mesures d’empoussièrement (article R1334-29-3 du Code de la Santé Publique)

## Recommandations générales de sécurité

L’identification des matériaux et produits contenant de l’amiante est un préalable à l’évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d’amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l’exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l’article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l’information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l’amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l’exploitant) de l’immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d’occupation, ainsi qu’aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### Informations générales

#### Dangerosité de l’amiante

Les maladies liées à l’amiante sont provoquées par l’inhalation des fibres. Toutes les variétés d’amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l’homme. Elles sont à l’origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l’exposition à l’amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l’amiante et cancers du larynx et des ovaires. D’autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l’amiante. Il s’agit exceptionnellement d’épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l’exposition à d’autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### Présence d’amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L’amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l’amiante peuvent libérer des fibres d’amiante, en cas d’usure ou lors d’interventions mettant en cause l’intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l’annexe 13-9 du code de la santé publique font l’objet d’une évaluation de l’état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l’amiante et de remédier au plus tôt aux situations d’usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d’éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l’amiante et de faire appel à des professionnels formés dans de telles situations.



Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l’amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d’intervenir sur les matériaux amiantés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc.) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l’amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l’amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d’un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l’employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l’inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d’assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l’organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d’information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d’assurance maladie (CRAM), l’institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l’organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

## Recommandations générales de sécurité

Il convient d’éviter au maximum l’émission de poussières lors d’interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d’un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l’amiante ;
- travaux réalisés à proximité d’un matériau contenant de l’amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d’une vanne sur une canalisation calorifugée à l’amiante.

L’émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l’amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d’équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d’une combinaison jetable permet d’éviter la propagation de fibres d’amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d’un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d’une éponge ou d’un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l’INRS à l’adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

## Gestion des déchets contenant de l’amiante

### Entreposage des déchets sur le site de désamiantage

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d’amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l’amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d’entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d’intégrité de leur conditionnement. L’accès à l’aire d’entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l’entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l’amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

### Gestion des déchets liés aux matériaux et produits qui contiennent de l’amiante

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l’immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c’est-à-dire les maîtres d’ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l’article L.541-2 du code de l’environnement. Ils doivent être considérés comme producteurs des déchets.





Les déchets contenant de l’amiante lié à des matériaux inertes peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d’un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Les déchets ne peuvent être reçus que s’ils sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) et étiquetés.

Les déchets à fort risque de libération de fibres d’amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d’amiante) et les matériaux qui ont perdus leur intégrité doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

Dans les deux cas, le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d’amiante (BSDA, CERFA n° 11861\*02). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l’environnement. Le propriétaire recevra l’original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l’installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d’acceptation préalable lui garantissant l’effectivité d’un débouché de gestion des déchets.

### Gestion des déchets liés au fonctionnement chantier

Les déchets liés au fonctionnement d’un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l’entreprise qui réalise les travaux. Lorsqu’ils sont susceptibles d’être contaminés par de l’amiante, ces déchets doivent être gérés dans les mêmes conditions que celles décrites pour les déchets à fort risque de libération de fibres d’amiante.

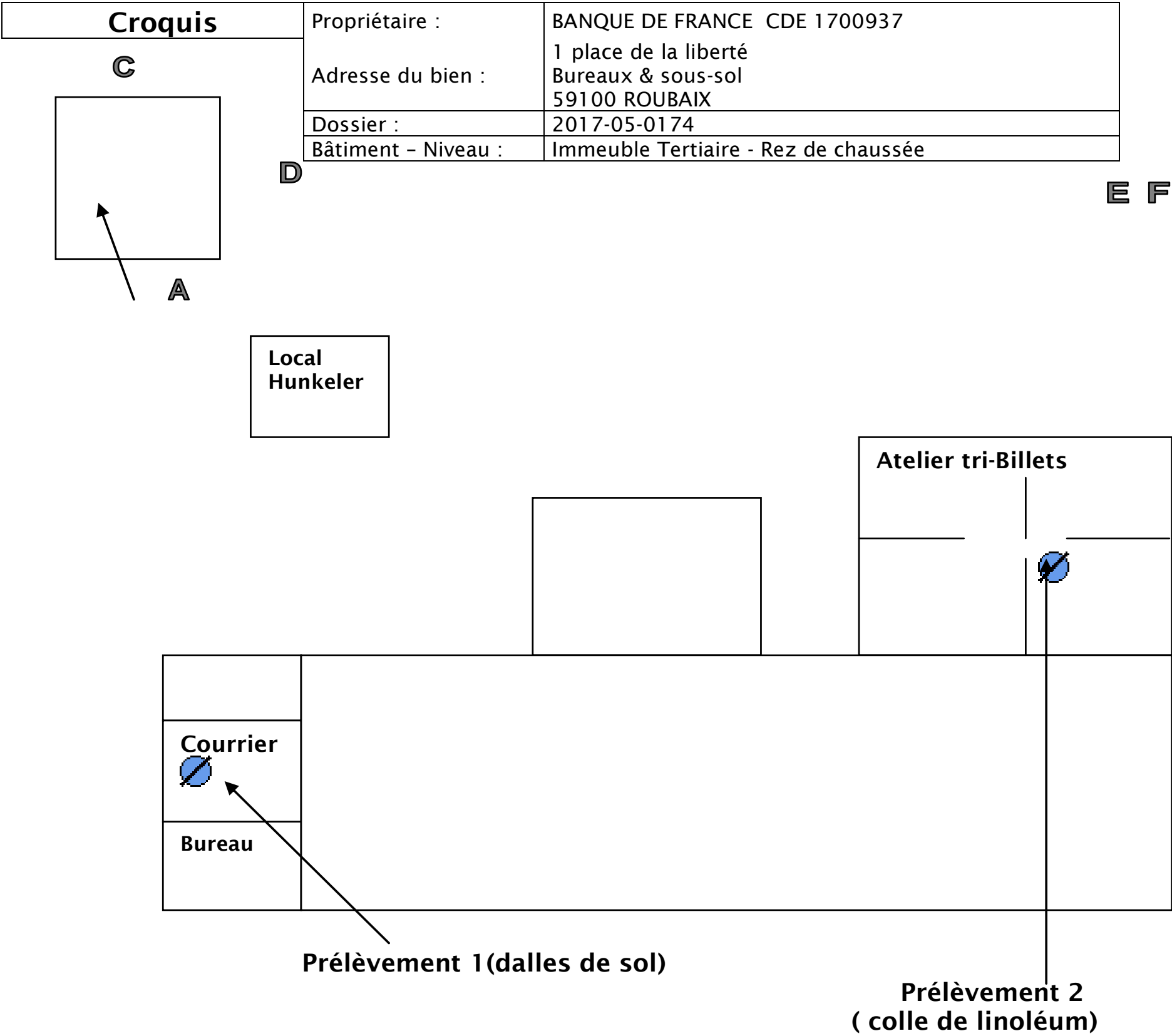
### Installations d’élimination des déchets d’amiante

Les informations relatives aux installations d’élimination des déchets d’amiante peuvent être obtenues auprès :

- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la préfecture ou de la Direction Régionale de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement (Direction régionale et Interdépartementale de l’environnement et de l’énergie en Ile-de-France) ;
- de la Mairie ;
- ou sur la base de données «déchets» gérée par l’Agence de l’Environnement et de la Maîtrise de l’Energie, directement accessible sur Internet à l’adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).



Plans et croquis



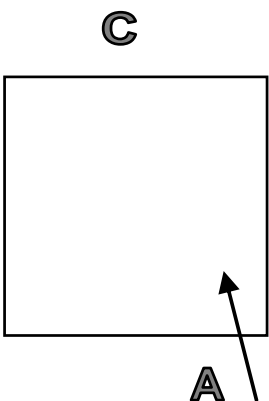
	Produit ne contenant pas de l'amiante		

Croquis de repérage  
Document sans échelle remis à titre indicatif

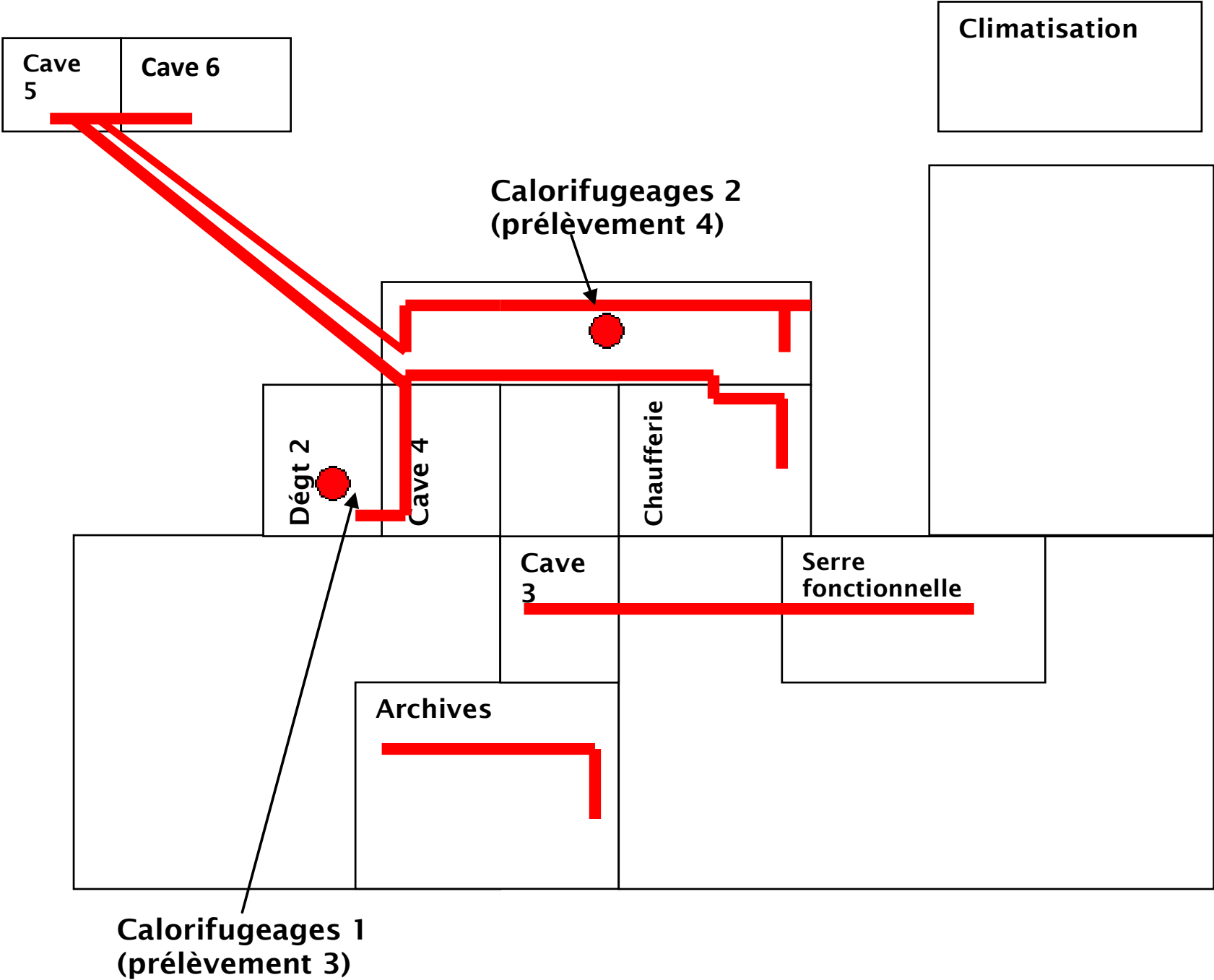


DTA

Croquis	Propriétaire :	BANQUE DE FRANCE CDE 1700937
	Adresse du bien :	1 place de la liberté Bureaux & sous-sol 59100 ROUBAIX
	Dossier :	2017-05-0174
	Bâtiment - Niveau :	Immeuble Tertiaire - Sous sol



E F



	Produit contenant de l'amiante		

Croquis de repérage : Document sans échelle remis à titre indicatif



# MATÉRIAUX ET PRODUITS AMIANTÉS

## Programme de repérage

Il s’agit de la liste réglementaire de matériaux et produits devant être inspectés. Il ne s’agit pas des matériaux et produits effectivement repérés. Si de tels composants amiantés ont été repérés, ils figurent à la rubrique « Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante » de la fiche récapitulative, au début du dossier.

Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Liste A
Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

## États de conservation des matériaux et produits

### Matériaux et produits de la Liste A

Il s’agit des flocages, des calorifugeages et des faux plafonds.

### Critères utilisés dans les grilles d’évaluation

En cas de présence de flocages ou de calorifugeages ou de faux plafonds contenant de l'amiante, les propriétaires doivent faire évaluer leur état de conservation par un opérateur de repérage certifié, au moyen de grilles d'évaluation définies par arrêté ministériel (article R1334-20 du Code de la Santé Publique, arrêté du 12/12/2012).

Ces grilles d'évaluation tiennent compte notamment de l'accessibilité du matériau, de son degré de dégradation, de son exposition à des chocs et vibrations ainsi que de l'existence de mouvements d'air dans le local.

### Obligations réglementaires

En fonction du résultat de l’évaluation (1,2 ou 3), les obligations réglementaires diffèrent (articles R1334-20 et R1334-27 à R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) :

- 1 : Les matériaux ou produits ne sont pas dégradés



Le propriétaire doit faire procéder à une **évaluation périodique** de l'état de conservation de ces matériaux, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

■ **2 : Les matériaux ou produits commencent ou vont commencer à se dégrader**

Le propriétaire doit faire procéder à des **mesures d'empoussièrement** dans l'air, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation.

■ **3 : Les matériaux ou produits sont en mauvais état ou en passe de l'être**

Le propriétaire doit faire procéder à des **travaux de confinement ou de retrait** de ces matériaux, achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date de remise du rapport de repérage ou des résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

***En cas de mesures d'empoussièrement***

Si le niveau d'empoussièrement est **inférieur ou égal à 5 fibres/litre**, le propriétaire fait procéder à l'**évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement est **supérieur à 5 fibres/litre**, le propriétaire doit faire procéder à des **travaux de confinement ou de retrait** de l'amiante, qui doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement.

***En cas de travaux de confinement ou de retrait***

Pendant la période précédant les travaux, des **mesures conservatoires** appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

**Le propriétaire informe le préfet du département** du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

À l'issue des travaux de confinement ou de retrait et avant toute restitution des locaux traités, le propriétaire doit faire procéder à un **examen visuel** de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage certifié, ainsi qu'à une **mesure d'empoussièrement** dans l'air (qui doit être inférieur ou égal à 5 fibres/litre) après démantèlement du dispositif de confinement. Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la Liste A contenant de l'amiante, le propriétaire doit faire procéder à une **évaluation périodique** de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**Matériaux et produits de la Liste B**

Il s'agit des matériaux et produits autres que les flocages, les calorifugeages et les faux plafonds.

**Critères utilisés dans la grille d'évaluation**

En cas de présence de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante, les propriétaires doivent faire évaluer leur état de conservation par un opérateur de repérage certifié, au moyen d'une grille d'évaluation définie par arrêté ministériel (article R1334-21 du Code de la Santé Publique, arrêté du 12/12/2012).

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ; la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc...





Recommandations réglementaires

En fonction du résultat de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, le rapport de repérage émet des recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes (arrêté du 12/12/2012) :

■ EP : Évaluation périodique

Le type de matériau ou produit, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

■ AC1 : Action corrective de 1<sup>er</sup> niveau

Le type de matériau ou produit, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

Cette action corrective consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

■ AC2 : Action corrective de 2<sup>nd</sup> niveau

Le type de matériau ou produit, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action concernant l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

Cette action corrective consiste à :


- Prendre, tant que les mesures de protection ou de retrait n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante ; cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante ; durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique ;
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En cas de travaux de confinement ou de retrait

Lorsque des travaux de confinement ou de retrait de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire doit faire procéder à un **examen visuel** de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage certifié, ainsi qu'à une **mesure d'empoussièrement** dans l'air (qui doit être inférieur ou égal à 5 fibres/litre) après démantèlement du dispositif de confinement (article R1334-29-3 du Code de la Santé Publique).



Fiche matériau ou produit n° 730

	Localisation	État de conservation
	Immeuble Tertiaire Sous sol Dégagement 2	1
	Composant de la construction / Partie du composant	Préconisation
	Calorifugeages	EVP
	Cette fiche doit être tenue à jour en indiquant les résultats des contrôles périodiques, des mesures d'empoussièrement, des travaux effectués, ainsi que les mesures conservatoires mises en œuvre.	


1 : Bon état de conservation => EVP                      2 : État intermédiaire de dégradation => SNE                      3 : Matériaux dégradés => TCR  
EVP : Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)  
SNE : Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)  
TCR : Travaux de confinement ou retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

Interventions sur le matériau ou produit

Date	Intervenant	Nature de l'intervention	Observations



Fiche matériau ou produit n° 731

	Localisation	État de conservation
	Immeuble Tertiaire Sous sol Cave à droite	1
	Composant de la construction / Partie du composant	Préconisation
	Calorifugeages	EVP
	Cette fiche doit être tenue à jour en indiquant les résultats des contrôles périodiques, des mesures d'empoussièrement, des travaux effectués, ainsi que les mesures conservatoires mises en œuvre.	

1 : Bon état de conservation => EVP                      2 : État intermédiaire de dégradation => SNE                      3 : Matériaux dégradés => TCR  
EVP : Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)  
SNE : Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)  
TCR : Travaux de confinement ou retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

Interventions sur le matériau ou produit

Date	Intervenant	Nature de l'intervention	Observations



# ANNEXES

## Communication du DTA

Date	Destinataire	Objet	Émargement



ANNEXES

Date	Destinataire	Objet	Émargement





Extraits réglementaires

Article R1334-14 du Code de la Santé Publique

I. – Les articles de la présente section s'appliquent, sauf disposition contraire, aux immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, qu'ils appartiennent à des personnes privées ou publiques. [...]

Article R1334-17 du Code de la Santé Publique

Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante.

Article R1334-18 du Code de la Santé Publique

Les propriétaires des immeubles bâtis autres que ceux mentionnés aux articles R1334-15 à R1334-17 y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante.

Article R1334-29-5 du Code de la Santé Publique

I. – Les propriétaires mentionnés aux articles R1334-17 et R1334-18 constituent et conservent un dossier intitulé « dossier technique amiante » comprenant les informations et documents suivants :

- 1° Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante ;
- 2° Le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre ;
- 3° Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets ;
- 4° Une fiche récapitulative.

Le « dossier technique amiante » est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction, de la santé et du travail précise les modalités d'application du présent article et définit le contenu de la fiche récapitulative et les recommandations générales de sécurité mentionnés aux 3° et 4° du présent I.

II. – Le « dossier technique amiante » mentionné au I est :

- 1° Tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier ;
- 2° Communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, sur leur demande et dans le cadre de leurs attributions respectives :
  - a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L1312-1, aux articles L1421-1 et L1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L1422-1 ;
  - b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
  - c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
  - d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
  - e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
  - f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
  - g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L514-5 du code de l'environnement ;
  - h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
  - i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti.

Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.

III. – La fiche récapitulative du « dossier technique amiante » est communiquée par le propriétaire dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.